

La rénovation des études sur l'assistance sociale. Les femmes et l'esphère publique en l'Argentine du début du XXème siècle

Lucía Bracamonte

CER « Prof. Félix Weinberg »- UNS

Les recherches historiques sur l'assistance sociales ont augmenté pendant les derniers ans en Argentine, en faisant partie d'un champ d'études qui s'est étendu au niveau international à partir des années quatre-vingt et plus récemment en Amérique latine. La crise de l'État-providence et le collapse des régimes communistes, parmi d'autres facteurs, ont participé à leur expansion en développant un grand intérêt à cause des rôles d'assistance joués par l'État, la société civile et le marché.

Les problématiques liées avec les modèles d'assistance et de bienfaisance, on été abordées par diverses lignes historiographiques. L'histoire sociale, qui avait compris parmi ses topiques les réponses institutionnalisées à la question sociale, a accueilli à ceux qui se sont préoccupés par interpréter les modalités de protection de la population prises dans le passé. L'intérêt croissant de ces chercheurs-ci dans la construction de la politique et de l'État social s'est lié aux développements de la nouvelle histoire politique. Celle dernière, en recherchant les mécanismes informels de participation dans la construction de l'État-nation modern, a posé son regard sur la sociabilité et l'associationnisme, en révélant la présence des femmes dans les entités mutuelles, syndicales, caritatives et philanthropiques, parmi d'autres. L'histoire renouvelée du catholicisme s'est aussi connecté avec ces thématiques-ci, en étant chaque fois plus réceptive à l'incorporation de l'action sociale féminine dans les reconstructions sur le catholicisme social. En dernier lieu, il faut faire mention aux travaux sur les enfances, qui ont invité à découvrir les façons préterites d'intégration et d'exclusion des enfants, en tenant compte le rôle des entités d'hébergement ou d'emprisonnement des mineurs en risque.¹

Dans ce contexte-ci, les historiens intéressés à faire visible les femmes dans différents périodes et domaines se sont consacrés à analyser, en suivant une perspective de genre, le rôle que plusieurs intégrant des classes hautes et moyennes ont eu dans la provision de l'assistance. Bien que ce sujet aille eu lieu dans l'agenda de ceux qui ont réalisé des études sur la condition féminine depuis le début de la constitution de ce champ-ci, il faut souligner que beaucoup d'entre les recherches qui seront considérées dans ce bref parcours historiographique, sont récentes. Cela s'explique parce que, progressivement, l'attention qui s'avait mise dans d'autres manifestations de l'insertion

¹Sur ces sujets- ci, voir: Roberto Di Stéfano *et al.*, *De las cofradías a las organizaciones de la sociedad civil. Historia de la iniciativa asociativa en Argentina 1776- 1990*, Buenos Aires, Edilab, 2002; Daniel Lvovich et Juan Suriano (éd.) *Las políticas sociales en perspectiva histórica. Argentina, 1870- 1952*, Buenos Aires, Prometeo Libros, 2006; Beatriz Moreyra, « Los avances en la construcción del estado social en Córdoba (1914- 1930): legislación social y prácticas asistenciales », dans *Población y Sociedad*, n°19, 2009, pp. 73-116; Lucía Lionetti et Daniel Míguez (comp.) *Las infancias en la historiografía argentina. Intersecciones entre prácticas, discursos e instituciones (1890- 1960)*, Rosario, Prohistoria ediciones, 2010; Miranda Lida et Diego Mauro (dir.) « Catolicismo, sociedad y política: nuevos desafíos historiográficos », dans *PolHis. Boletín Bibliográfico Electrónico del Programa Buenos Aires de Historia Política*, année 4, n°8, 2° semestre 2011, pp. 78- 136; Carolina Biernat et Karina Ramaciotti (dir.) *Políticas sociales, entre demandas y resistencias. Argentina, 1930- 1970*, Buenos Aires, Biblos, 2012.

publique des femmes, parmi lesquelles l'incorporation dans le marché du travail, le développement des féminismes et l'accès aux diverses instances du système éducatif, s'est dirigée à approfondir et intégrer d'autres matières². Les résultats que ces indaguassions ont montrés peuvent se mettre en dialogue avec ceux qui avaient étudié des problématiques similaires avec des perspectives différentes, afin d'offrir des rapprochements complémentaires et d'ajuster les questions et les problèmes formulés dans les travaux précurseurs.

Rapprochement à l'actuation des bienfaitrices: la sphère publique et le maternalisme

Le point de départ des recherches référées à l'action bénéfique des femmes argentines dans l'étape de modernisation a été l'affirmation du rôle fondamentale en tant qu'agents non étatiques dans la provision de l'assistance sociale³. La capacité d'agence des bénévoles a été masquée pendant quelque temps par les visions centrées dans le control social comme clef explicative des pratiques collectives de garde des secteurs vulnérables. En faisant référence à la ville de Buenos Aires, Eduardo Ciafardo a expliqué que «...pendant le période analysé, les institutions de bienfaisance n'ont pas joué simplement un rôle d'assistance, en prétendant soulager les misères sociales déclenchées par le développement d'une économie émergente de type capitaliste non régulée, sinon qu'elles allaient être, fondamentalement, des "organisations de discipline", avec des objectifs religieux -la conversion au catholicisme et la moralisation chrétienne-, économiques -incitation au travail- et politiques -lutte contre les bouleversements anarchiste ou socialiste- »⁴. Ces

²Sur le développement de l'histoire des femmes et les études de genre en Argentine, voir les suivantes œuvres: Dora Barrancos, « Historia, historiografía y género. Notas para la memoria de sus vínculos en Argentina », dans *La Aljaba*, vol.9, 2005, pp. 49- 72; Adriana Valobra, « Algunas consideraciones acerca de la relación entre Historia de las Mujeres y género en la Argentina », dans *Nuevo Topo*, n°1, 2005 pp. 101-122, [En ligne]. <http://nuevotopo.wordpress.com/nuevo-topo-n%C2%BA1/> [Page consultée le 24 juillet 2013]; Cecilia Lagunas, « Los estudios de las Mujeres en Argentina. Institucionalización, especialistas y las categorías. Historia y Perspectiva », dans María Eugenia Fernández Fraile *et al* (dir.) *Los estudios de las Mujeres de España y Argentina: propuesta para el debate*, Buenos Aires, Prometeo Libros, 2009, pp.127- 158.

³Même si le présent travail est consacré aux recherches référées aux premières décennies du XXème siècle, plusieurs d'entre les auteurs considérés ont aussi inclus les dernières décennies du XIXème siècle, à cause des continuités identifiées dans les pratiques de bien-être. Pendant ce période-ci, il s'est produit la consolidation de la structure politique liée à la construction de l'État National, avec l'occupation effective de la région de la Patagonie et du Chaco à partir des campagnes militaires contre les indigènes. En plus, on est assisté à la modernisation de l'économie, à coté du modelé agricole-exportateur dont centre était la région pampéenne, productrice d'aliments et de matières primaires, le développement ferroviaire et portuaire et la croissance commerciale et industrielle. Au même temps, la structure sociale s'est diversifiée à cause de l'immigration massive. Les conflits ouvriers, les problèmes de logement et sanitaires dans les villes de croissance accélérée, l'incorporation de grandes quantités de femmes en groupes anarchistes, socialistes et féministes, l'augmentation de la criminalité, la pauvreté, les « désordres » familiaux, l'abandon des enfants, l'infanticide et la mortalité infantile ont été quelques unes d'entre les difficultés associés à ces processus-ci, englobées dans la dénomination « question sociale ».

⁴Eduardo Ciafardo, « Las damas de Beneficencia y la participación social de la mujer en la ciudad de Buenos Aires. 1880- 1920 », dans *Anuario IEHS*, n°5, Tandil, Universidad Nacional del Centro de la Provincia de Buenos Aires, 1990, pp. 161-162.

interprétations-ci, ont souligné les stratégies de contrainte déployées par les classes dirigeantes sur les groupes de la population réputés à la fois que dangereux pour la stabilité sociale.

En vue de compléter ces rapprochements, il se sont développés des études, lesquels, d'après Beatriz Moreyra, se sont inscrits dans une préoccupation plus ponctuelle par les assistantes, les assistés et la signification mentale de la question de l'assistance, c'est-à-dire, par les utilisations de la bienfaisance comme une pratique interpersonnelle de réciprocité génératrice de relations que, en dépit d'être inégales et hiérarchiques, ont été utilisées par les deux extrêmes de la relation: les fournisseurs et les récepteurs.⁵

Ceux qui ont adopté comme objet d'étude l'action des intégrantes de groupes philanthropiques ont reconnu que les mêmes ont été agentes de régulation et de moralisation, grâce au fait d'avoir éradiqué les manières de développement et les valeurs que les secteurs dominants considéraient importantes pour contenir le bouleversement social, parmi lesquelles le respect et la soumission. Cependant, ils ont découvert d'autres facettes du phénomène de l'assistance sociale. Par exemple, Donna J. Guy et Yolanda de Paz Trueba ont étudié les limites que dans la pratique avaient trouvé les contrôles qui s'avaient prétendu installer, lesquels s'étaient manifestées dans les fuites des mineurs « placés » dans les maisons de famille par les institutions de bienfaisance et les médiateurs des enfants⁶, ainsi que dans les formes familiales qui avaient échappé au modèle patriarcal.⁷ Ce genre-ci de recherches a révélé que les cas « de succès » du système moralisateur avaient coexisté avec des stratégies déployées par les assistés en vue de se résister aux mécanismes de control.

Les perspectives qui avaient signalé le caractère élitiste des pratiques d'assistance collectives ont sous-estimé la possibilité de réaction des exclus ainsi que la faisabilité d'un développement autonome des bienfaitrices. Ces visions-ci ont supposé que ces pratiques-là aient renforcé les rôles traditionnels de genre et que, en les concevant comme des projections des fonctions maternelles et domestiques, avaient occulté leurs conséquences innovatrices comme moyenne d'insertion dans la sphère publique. Par contre, les perspectives encadrées dans l'histoire des femmes ont montré que, à côté de l'assistance sociale, les sujets en condition de minorité avaient trouvé des possibilités d'intervention qui ont préfiguré des nouvelles modalités d'exercice de la citoyenneté.

Les caractérisations des initiatives des femmes organisatrices des sociétés de bienfaisance ont révélé que, même si elles étaient exclues de la participation politique formelle, elles n'ignoraient

⁵Beatriz I. Moreyra, *Cuestión social y políticas sociales en la Argentina. La modernidad periférica*. Córdoba, 1900- 1930, Bernal, Universidad Nacional de Quilmes, 2009, p. 23.

⁶Ces mécanismes de « placement » des enfants, bien souvent dans les maisons de familles aisées, ainsi que certaines modalités d'adoption stipulées par certes orphelinats n'ont pas compté sur un cadre légal spécifique dans l'époque considérée car la loi d'adoption des enfants serait sanctionnée en Argentine en 1948.

⁷Voir: Donna J. Guy, « Niños abandonados en Buenos Aires (1880- 1914) y el desarrollo del concepto de la madre », dans Lea Flechner (dir.) *Mujeres y cultura en la Argentina del siglo XIX*, Buenos Aires, Feminaria Editora, 1994, pp. 217- 226; Yolanda de Paz Trueba, « El ejercicio de la beneficencia. Espacio de prestigio y herramienta de control social en el centro y sur bonaerense a fines del siglo XIX », dans *Historia*, vol.26, n°2, 2007, pp. 366- 384.

pas ses processus. A l'intérieur des associations, régies par des statuts, les dames ont célébré des élections, ont eu des représentants dont mandats étaient périodiques, ont publicisé leurs actes, ont délibéré et ont pris des décisions réunies en assemblée. En plus, il a été possible constater que, en dépit d'avoir des droits civils restreints, elles ont administré des biens immeubles, se sont faites responsables du patrimoine, ont géré des comptes bancaires, ont émis des chèques, ont confectionné des balances, ont eu des enfants abandonnés sous leur tutelle et, finalement, ont nommé et licencié des employés.⁸

Les travaux publiés ont révélé que les bienfaitrices ont du réaliser de nombreux apprentissages autour des aspects politiques, légaux et comptables. Dans ces processus, elles n'ont pas seulement reproduit les formes organisationnelles et politiques dessinées par les hommes de leur cercle dans leurs propres domaines d'actuation, sinon qu'elles ont fait des innovations. En effet, elles ont dessiné des stratégies adaptées aux différents contextes physiques et relationnels dans lesquels elles déployaient leurs œuvres. La collecte des fonds, par exemple, dépendait en grand part des habilités des femmes pour se communiquer, promouvoir leurs activités, socialiser, générer des solidarités et négocier. Pour cette raison, la configuration des réseaux sociaux dont les dames appartenaient a été une préoccupation importante des chercheurs.

En se concentrant sur les relations interpersonnelles du phénomène bénéfique et en analysant les exclusions en fonction du genre, de la classe et de l'ethnie, les études sur les femmes ont contribué à dessiner une multiplicité de liens entre les administratrices et fournisseuses d'assistance et d'autres acteurs sociaux. À ce sujet-ci, ce sont intéressants les études réalisés par Gabriela Dalla Corte et Paola Piacenza, qui ont reconstruit le complexe univers de relations, la plupart d'entre elles intra génériques, visible dans la vie quotidienne de l'Hospice d'enfants orphelins de Rosario⁹ - l'une des villes portuaires les plus grandes du pays-. Dans cette ville, les dames ont établi des liens avec des nourrices, des sœurs et des mères immigrantes pauvres et travailleuses qui y laissaient leurs enfants de manière temporaire ou permanente. La récupération historique de leurs liens a été fondée sur la mise en valeur d'un corpus documentaire nouveau : les « signales », consistantes en les lettres et les objets que les génitrices laissaient avec les bébés dans le tour et dans la porte de l'orphelinat pour faciliter leur identification dans le cas de vouloir les récupérer.¹⁰

⁸D'après le Code Civil en vigueur depuis 1871, les femmes mariées ne pouvaient pas administrer leurs biens, et il fallait qu'elles aient l'autorisation de leurs maris pour s'instruire, devenir professionnelles, exercer toute activité économique et pour être témoin devant la loi. Après la réforme de 1926, les femmes mariées n'avaient plus besoin d'autorisation maritale pour étudier, se professionnaliser, exercer le commerce, témoigner ou pour participer dans une plainte judiciaire. Le mari n'administrait plus les biens acquis par l'épouse avant le mariage -pourtant c'était lui qui continuait étant responsable de l'administration conjugale-. Néanmoins, pour acheter, vendre ou se souscrire aux contrats, il fallait avoir la permission du mari ; les droits parentaux continuaient en étant une faculté du père et l'adresse conjugale était fixée par l'époux. Par rapport au droit électoral des femmes, ceci serait concédé en 1947.

⁹Dans l'original: Hospicio de Huérfanos y Expósitos de Rosario.

¹⁰Gabriella Dalla Corte et Paola Piacenza, « Cartas marcadas: mujeres, identidad e inmigración en la Argentina, 1880- 1920 », dans *Signos Históricas*, n°13, México, 2005, pp. 69- 93; Gabriela Dalla Corte et

D'autres indaguassions ont montré les relations inter génériques de coopération et conflit que les fournisseuses d'assistance ont établi avec des politiciens, des professionnels du secteur de la santé et des membres de la hiérarchie ecclésiastique. Valeria Silvina Pita a étudié les alliances et les tensions entre les nourrices de la Société de Bienfaisance de la Capitale¹¹ et la corporation médicale.

En réalisant une lecture en clef politique des interventions sociales de ces femmes-ci, l'auteure mentionnée a analysé le pouvoir avec lequel elles ont compté pour maintenir aux établissements qui administraient sous leur égide.¹² Karen Mead s'est aussi occupée d'étudier l'entité mentionnée, en ajoutant aux études l'attitude de celle dernière avec l'Église et le soutien donné aux mères célibataires et travailleuses.¹³ Dans une perspective similaire, Yolanda Eraso a examiné les relations que les femmes de la Société des Dames de San Vicente de Paul à l'œuvre de Córdoba¹⁴ -ville méditerranée de l'Argentine- ont établies avec les autorités catholiques. Sur ce problème-ci, l'auteure a montré la négative des vicentines à se considérer simplement comme un bras laïc de la cupule de l'Église, à la fois qu'elle a signalé comment les sœurs se sont occupées des mères

Paola Piacenza, *A las Puertas del Hogar. Madres, niños y Damas de Caridad en el Hogar del Huérfano de Rosario (1870- 1920)*, Rosario, Prohistoria Ediciones, 2006.

¹¹Dans l'original: Sociedad de Beneficencia de la Capital.

¹²Voir les suivants travaux de Valeria Silvina Pita: « Damas, locas y médicos. La locura expropiada », dans Fernanda Gil Lozano, Valeria Silvina Pita et María Gabriela Ini (dir.) *Historia de las mujeres en la Argentina, Tomo I, Colonia y Siglo XIX*, Buenos Aires, Taurus, 2000, pp. 273- 293; « ¿La ciencia o la costura? Puja entre médicos y matronas por el dominio institucional, Buenos Aires, 1880- 1900 », dans Adriana Álvarez, Irene Molinari et Daniel Reynoso (dir.) *Historia de Enfermedades, Salud y Medicina en Argentina de los Siglos XIX- XX*, Mar del Plata, Universidad Nacional de Mar del Plata, 2004, pp. 81- 109; (2007). « Cabellos largos, ideas cortas: las difíciles relaciones entre las mujeres de la Sociedad de Beneficencia de la capital y los médicos porteños, 1880- 1905 », dans María Cecilia Bravo, Fernanda Gil Lozano et Valeria Silvina Pita (dir.) *Historia de luchas, resistencias y representaciones: mujeres en la Argentina, siglos XIX y XX*, Tucumán, 2007, pp. 15- 48; « Política, conflictos y consensos en torno al brazo asistencial del Estado. La Sociedad de Beneficencia de la Capital, 1880- 1910 » dans Yolanda Eraso (dir.) *Mujeres y Asistencia Social en Latinoamérica, siglos XIX y XX. Argentina, Colombia, Perú y Uruguay*, Córdoba, Alción, 2009, pp. 95- 130.

¹³Karen Mead, « Beneficent maternalism: Argentine Motherhood in Comparative Perspective, 1880- 1920 », dans *Journal of Women's History*, vol. 12, automne 2000, pp. 120- 145; Karen Mead, « La "mujer argentina" y la política de ricos y pobres a fin de siglo XIX », dans Omar Acha et Paula Halperín (dir.) *Cuerpos, géneros, identidades. Estudios de Historia de género en Argentina*, Buenos Aires, Ediciones del Signo, 2000, pp. 29- 59. Une étude précurseur a été celle de Cynthia Jefress Little, « Educación, Filantropía y feminismo: partes integrantes de la femineidad argentina, 1860- 1926 », dans Asunción Lavrin (comp.) *Las mujeres latinoamericanas. Perspectivas históricas*, México, FCE, 1985, pp. 271- 292.

¹⁴Dans l'original: Damas de la Sociedad de Señoras de San Vicente de Paul actuantes en Córdoba.

célibataires et travailleuses, en dépit des questionnements que leurs travaux généraient pour attenter contre le modèle familial.¹⁵

Les aspects religieux de l'assistance sociale ont été aussi tenus en compte par Donna J. Guy, qui a étudié la philanthropie juive dans la ville de Buenos Aires, en ressautant le rôle protagoniste féminin dans le fonctionnement de l'Asile des Orphelines Israéliennes et l'Asile Israélien Argentin d'enfants¹⁶. L'auteure a signalé que les juives avaient émulé la charité chrétienne par rapport aux façons de collecte et d'organisation à la fois qu'elles s'étaient différenciées de celle-là en incorporant leurs maris dans les cas où elles ont eu besoin d'appui financier.¹⁷

En apparence, l'insertion dans la sphère publique avec les caractéristiques signalées, était discordante avec le modèle féminin de domesticité et maternité étendu sur la cosmovision de l'époque. Pourtant, celle-là a été légitimée discursivement à partir de la recherche d'articulations avec cet idéal. En effet, il se considérait que la nature doutait aux femmes des qualités qui les permettaient être capables de garder des enfants, des personnes âgées, malades ou pauvres ; car l'amour, la sensibilité, la patience, le dévouement et l'esprit de sacrifice, vertus dont premier milieu de développement était le foyer et qui se projetaient en dehors de celui-ci dans la mission bénéfique. Ainsi, les mots de Marta Bonaudo ont constitué une correcte synthèse des aspects considérés : « La paradoxe résidait dans le fait que les femmes, exclues formellement de l'espace public, allaient se faire visibles à l'intérieur de ce dernier, en passant d'avoir des stratégies imitatives et contrôlées à être capables de *parler avec leur propre voix* et de participer, en utilisant leur propre *domesticité* comme voie d'accès à la vie publique. Au même temps, elles allaient, *graduellement, faire visibles* les problèmes qui affectaient aux femmes et aux enfants des secteurs subalternes, en les plaçant devant les lieux de pris de décisions et en les obligeant à s'impliquer dans leur résolution, en les éloignant des réponses exclusivement privées ».¹⁸

Les découvertes et les interprétations y considérées ont été possibles grâce à l'incorporation de la notion de genre comme catégorie central des cadres théoriques. Cela a conduit à tenir en compte les révisions féministes de certes concepts construits inter disciplinairement dans les sciences sociales, parmi lesquels ceux de la sphère publique et de la citoyenneté. La discussion sur la question

¹⁵Yolanda Eraso, « Maternalismo, religión y asistencia: La Sociedad de Señoras de San Vicente de Paul en Córdoba, Argentina », dans Yolanda Eraso (comp.), op.cit, pp. 199- 239. Voir aussi: Karen Mead, « Gender, Welfare and the Catholic Church in Argentina: Conferencias de Señoras de San Vicente de Paul, 1890-1916 », dans *The Americas*, vol.58, n°1, July 2001, pp. 91-119.

¹⁶Dans l'original: Asilo de Huérfanas Israelitas et Asilo Israelita Argentino de Niños.

¹⁷Donna J. Guy, « Women's Organizations and Jewish Orphanages in Buenos Aires, 1918- 1955 », dans *Jewish History*, vol. 18, n°1, 2004, pp. 75- 93; Donna J. Guy, « La filantropía judía en Buenos Aires y el papel de la mujer », dans Yolanda Eraso (comp.), op.cit., p. 167- 198.

¹⁸Marta Bonaudo, « Cuando las tuteladas tutelan y participan. La Sociedad Damas de Caridad (1869- 1894) », dans *Signos Históricas*, n°15, 2006, p. 8.

publique s'est développée à partir des propositions de Jürgen Habermas, qui a souligné la relation entre l'émergence des associations civiles et la conformation d'une sphère publique libérale bourgeoise.¹⁹ Sur ce problème-ci, Yolanda de Paz Trueba a exprimé que, même si le modèle était encore un outil d'analyse pour penser les sujets sociaux en tant que citoyens capables de jouer un rôle important dans les événements historiques et sociales, pour l'auteure la participation des hommes dans la sphère publique impliquait la compréhension des affaires politiques, pendant que les femmes devaient discuter -par exemple dans la presse- des sujets considérés exclusivement féminins comme le mariage, la famille, parmi d'autres. La critique féministe, à partir de la position de Nancy Fraser, a mis en question cette différenciation du concept de sphère publique en fonction du genre et en signalant son interrelation avec la sphère privée.²⁰ Dans plusieurs travaux, ces conceptualisations-ci ont été liées avec des apports théoriques provenant de l'histoire politique. Il se sont considérées, par exemple, les formes alternatives de participation identifiées par Hilda Sabato, qui a montré que les élections n'étaient pas la seule manière d'intervention dans les affaires d'intérêt publique et que les groupes exclus de la citoyenneté politique avaient trouvé d'autres stratégies d'actuation dans le contexte de la conformation de l'état national.²¹ Ainsi, dans les études sur le rôle bénéfique féminin la citoyenneté a été comprise d'une manière vaste, comme une façon d'appartenir à une communauté et de s'impliquer activement dans la résolution des problèmes.²²

En plus de tenir en compte les critiques et les révisions féministes sur ces concepts généraux, les chercheuses ont problématisé des notions spécifiques élaborées par la théorie féministe. La principale catégorie a été celle du maternalisme, créée par Seth Koven et Sonya Michel, référée aux discours qui exaltaient la capacité maternelle des femmes et qui appliquaient à la société -comme une sorte d'unité- les valeurs associées à ce dernier rôle, parmi lesquelles les soins, l'élevage et la moralité.²³ À ce sujet-ci, Yolanda Eraso a signalé que même si les « féministes maternalistes » ont été très importantes au moment de démontrer la participation active des femmes dans le dessin de politiques sociales, spécialement celles destinées aux femmes et aux enfants, parfois il s'est soulagé

¹⁹Dans les travaux analysés, il se fait référence au texte de Jürgen Habermas, *Historia y crítica de la opinión pública*, México, G. Gili, 6^e édition, 1999.

²⁰Un d'entre les textes qui a initié les débats c'est le suivant : Norman Fraser, « Repensando la esfera pública. Una crítica de la democracia actualmente existente », dans *Ecuador Debate*, n°46, 1999, pp. 139- 173.

²¹Un des travaux précurseurs, c'est le suivant : Hilda Sabato, *La política en las calles. Entre el voto y la movilización. Buenos Aires, 1862- 1880*, Buenos Aires, Sudamericana, 1998.

²²À mode d'exemple du cadre théorique construit sur la base de ces concepts-ci, voir le livre de Yolanda de Paz Trueba, fondé sur sa thèse doctorale : *Mujeres y esfera pública. La campaña bonaerense entre 1880 y 1910*, Rosario, Prohistoria Ediciones, 2010.

²³Seth Koven et Sonia Michel, « Womanly Duties. Maternalist politics and the origins of Welfare States in France, Germany, Great Britain and the United States, 1880- 1920 », dans *The American Historical Review*, vol. 95, n°4, octobre 1990, pp. 1076- 1108.

l'agence des femmes moins « progressistes » ou « radicales », particulièrement celles liées au maternalisme « sentimentale » ou « conservateur » développé dans le cadre le moins progressiste des organisations caritatives et philanthropiques, laïques ou religieuses.²⁴

Par conséquent, le concept de matérialisme a du être vérifié et nuancé dans divers contextes par ceux qui avaient exploré empiriquement les pratiques de charité et de soins déployées par les femmes en affirmant, au même temps, leur caractère de mécanisme d'inclusion politique. Les chercheuses ont souligné que bien que les bienfaitrices n'aient pas concentré leurs efforts dans l'obtention du vote et de la possibilité d'élection, elles ont appelé aux rôles maternels pour justifier leurs actions et elles ont eu une participation publique qui avait interpellé à l'état d'une manière particulière. À ce sujet-ci, les historiennes ont réfléchi sur la relation entre les sociétés bénéfiques et l'état dans le modèle mixte d'assistance sociale, aspect auquel on fera référence à la suite.

Perspectives sur le rôle des femmes dans le modèle mixte d'assistance : les associations bénéfiques et l'état

Les études sur les femmes ont invité à faire une révision des interprétations qui avaient considéré aux initiatives bénéfiques comme conservatrices ou pieuses et qui avaient été associées aux formes de gestion de la protection sociale antérieures aux celles signalées dans le cadre des états modernes à coté du libéralisme. Les dernières recherches ont emphasized le fait que d'ailleurs les associations avaient maintenu l'objectif traditionnel de s'occuper des personnes démunies en cherchant les solutions institutionnalisées aux problèmes sociaux, elles ont défini de nouvelles formes d'assistance et d'intégration des exclus. Ainsi, leurs résultats se sont liés aux indaguassions des derniers ans dirigées à explorer « l'économie mixte de l'assistance » en considérant significatifs aux agents « informels » qui avaient contribué avec l'état à la provision sociale.²⁵

Ceux qui se sont encadrés dans l'histoire des femmes ont souligné l'importance que les pratiques de bienfaisance ont eue dans la formation de l'état, en dirigeant et en conditionnant beaucoup de ses pratiques sociales dans l'étape de modernisation. Les bienfaitrices ont collaboré avec l'état libéral en construction, qui ne disposait pas des ressources bureaucratiques ni budgétaires suffisants pour faire face aux demandes croissantes de la population. L'état a reconnu la relevance que l'attention des demandes sociales avait pour son soutien politique, même s'il avait laissé leur attention sur diverses entités, en considérant que l'intervention dans ces sujets-ci emmènerait à une intromission dans les devoirs moraux qui appartenaient à la société.

José Luis Moreno a signalé que la création de la Maison des Enfants Orphelins²⁶ à l'époque coloniale et de la Société de Bienfaisance²⁷ en 1823 pouvaient se considérer comme les deux

²⁴Yolanda Eraso, «Introducción », dans Yolada Eraso (comp.), op.cit., pp. 13-14.

²⁵L'expression « économie mixte de l'assistance » a commencé à être utilisée dans les cercles académiques des États- Unis et d'Angleterre pour faire référence aux liens entre l'état et le troisième secteur dans les sociétés contemporaines.

²⁶Dans l'original: Casa de Niños Expósitos.

antécédents les plus significatifs de la présence de l'état dans les questions caritatives.²⁸ La seconde deviendrait, en mots de Valeria Silvina Pita, le bras officiel en matière d'assistance publique.²⁹ Cependant, son action n'a pas été suffisante pour couvrir les besoins qui avaient émergé dans tous les points du pays. Une pléiade d'associations privées, à la manière des corps intermédiaires³⁰ que plusieurs fois avaient émules à l'entité déjà mentionnée, se sont consacrées à donner réponse aux problématiques publiques en ayant un fort caractère politique, bien qu'elles ne dépendissent pas de l'état.

Quelques unes d'entre ces entités avaient une filiation catholique explicite et même dans le cas des autres qui ne l'avaient pas, elles comptaient avec des fidèles de cette confession. Les dames catholiques ont eu un traitement fluide - même s'il n'était pas libre de conflits- avec des prêtres et des membres de la hiérarchie ecclésiale. Elles ont émis des discours imprégnés de la morale chrétienne et, dans certaines occasions, elles ont confié aux congrégations de religieuses l'administration des institutions qu'elles avaient fondées. Cela a conduit aux chercheurs à observer avec attention les relations entre l'état - qui avait des proposés de sécularisation-, les sociétés bénéfiques et l'Église.

Divers études ont révélé que les associations philanthropiques ne fonctionnaient pas séparées de l'état. Celui-ci n'avait pas incorporé la bienfaisance à l'apparat bureaucratique quoiqu'il ait agi d'une manière indirecte en réalisant des apports économiques au réseau d'assistance. L'identification des sources de collecte d'espèces ou d'échange de services que diverses chercheuses avaient réalisé a ajouté d'importantes données pour effectuer la reconstruction de ces politiques de subvention. En général, il existe un certain accord au moment de signaler que les contributions de l'état ont été erratiques et insuffisantes à cause de la grande quantité d'associations existantes et leur impérieux besoin d'agencier les ressources.

L'état a contrôlé de diverses façons l'action réalisée dans ces cadres associatifs. Un exemple à cette question a été donné par les recherches réalisées par Marcela Alejandra Otamendi, Ana María

²⁷Dans l'original: Sociedad de Beneficencia.

²⁸José Luis Moreno (dir.) *La política social antes de la política social. Caridad, beneficencia y política social en Buenos Aires, siglos XVIII a XX*, Buenos Aires, Trama Editorial/Prometeo Libros, 2000, p. 8. Voir aussi: José Luis Moreno, *Éramos tan pobres...De la caridad colonial a la Fundación Eva Perón*, Buenos Aires, Sudamericana, 2009.

²⁹Valeria Silvina Pita, op.cit. La Société de Bienfaisance de la Capital était une institution officielle qui dépendait du Ministère de Relations Extérieures et Culte, selon la disposition de la loi n° 3727 de l'an 1898.

³⁰Les chercheuses qui ont employé ce concept-ci l'ont fait en suivant les préceptes de Pierre Rosanvallon et en le liant avec celles institutions nées dans le cadre de la société civile et qui se sont placées entre les individus et l'État. Voir: Pierre Rosanvallon, *El modelo político francés. La sociedad civil contra el jacobinismo, de 1879 a nuestros días*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2007.

T. Rodríguez et María José Billorou sur le territoire national de La Pampa.³¹ Sur ce problème-ci, elles indiquent que les institutions devaient s'organiser, avoir un règlement pour leur développement et obtenir la personnalité juridique. En plus, ces entités envoyaient annuellement au Ministère de Relations Extérieures et Culte de la Nation³² un rapport des personnes secourues, de sorte que l'état connût le numéro de pauvres et leur location. Le contrôle de l'activité bénéfrique était réalisée par les autorités nationales ainsi que locales car, par exemple, c'était le commissaire municipale et la police qui signalaient qui se trouvaient dans une situation pénible. D'autre part, Alejandra Landaburu, María Estela Fernández et Flavia Macías ont souligné une particularité par rapport au cas de Tucumán, dont l'état comptait avec un secteur social cohésif qui le permettait manager la charité par l'intermédiaire de la Société de Bienfaisance³³, une entité en apparence « privée » et « indépendante ». Les auteures ont ajouté que si bien celle-ci ne fonctionnait pas comme une dépendance de l'état, il s'agissait d'une institution semi-officielle, dirigée et administrée par des femmes de l'élite, avec une certaine autonomie dans la prise de décisions mais avec une dépendance économique des gouvernements national, provincial et municipal qui la soumettait à une permanente supervision.³⁴

Selon Donna Guy, il est possible de parler de la constitution d'un État-providence précoce basé sur la vision philanthropique des besoins, qui a précédé à la considération de l'assistance comme un droit. À leur avis, cet état s'est fait visible au niveau international dans les années quarante mais il a commencé à se construire à la fin du XIX^e siècle dans le milieu local, précisément municipal, à partir des politiques sociales qui ont été dessinées et développées par des groupes philanthropiques immigrants, religieux et séculaires, ainsi que par les campagnes autour de la bienfaisance infantile réalisées par le mouvement féministe. L'auteure a proposé de poser le regard sur des échelles géographiques plus réduites et sur des groupes ponctuels.³⁵ Sa reconstruction historique et sa

³¹María José Billorou et Ana María T. Rodríguez, « Maestras y Damas: no sólo madres de niños y pobres », dans *La Aljaba*, vol II, 1997, pp. 76- 89; Ana María T. Rodríguez, « Ante las demandas sociales, las mujeres responden. La beneficencia en el territorio pampeano en la primera mitad del siglo XX », dans María Hermimia di Liscia et José Marystany (éd.), *Mujeres y Estado en la Argentina. Educación, salud y beneficencia*, Buenos Aires, Biblos, 1997, pp. 125- 143; Alejandra Marcela Otamendi, « La construcción del sistema asistencial en el Territorio Pampeano. Las mujeres de la Sociedad de Damas de Beneficencia de General Acha », dans *Anuario*, n°7, 2005, pp. 57- 70.

³²Dans l'original: Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto de la Nación.

³³Dans l'original: Sociedad de Beneficencia.

³⁴Alejandra Landaburu, María Estela Fernández et Flavia Macías, « Esfera pública, moralidad y mujeres de la élite. Sociedad de Beneficencia de Tucumán (1860- 1920), dans Hilda Beatriz Garrido et María Cecilia Bravo (coord.) *Temas de Mujeres. Perspectivas de Género*, Tucumán, Universidad Nacional de Tucumán, 1998, pp. 105- 106.

³⁵En mots de la propre auteure: «... [Je] considère qu'en Argentine ce qui est né comme État-providence péroniste est devenu l'échafaudage construit autour des premières politiques sociales qui ont offert d'une manière non articulée quoiqu' effective le structure composée par les subventions nationales et les groupes

définition vaste du concept d'État-providence, suggestives et polémiques, ont proportionné des outils pour approfondir dans les analyses des études sur les femmes, à la fois qu'elles ont lié avec les débats historiographiques les plus vastes vinculés aux caractéristiques assumées par l'état à partir de l'arrive du péronisme au pouvoir et les complexes processus de construction des politiques sociales dans les étapes précédentes.

En somme, les travaux référés aux organisations dirigées par les philanthropes ont contribué à agrandir les connaissances sur un des maillons de « l'économie mixte de l'assistance » dans laquelle les associations volontaires, le marché et les familles ont joué un rôle important, outre de l'état. Les indaguassions comme celles récemment analysées ont aidé à évaluer la fonction des secteurs publique et privé dans l'assistance et à comprendre les relations entre l'état et les entités bénéfiques. D'un point de vue théorique et empirique, elles ont permis d'observer la complexité de la condition des femmes de l'époque et de percevoir la manière par laquelle les pratiques et les discours des assistants, les assistés et l'état ont été influencés par le genre.

Il reste signaler que même si plusieurs des recherches analysées ont été centrées sur la ville de Buenos Aires grâce à sa condition de capital de la république et aux entités qu'y se sont constituées, en devenant des modèles pour d'autres groupes créés dans le reste de l'Argentine, dans les derniers années il y a eu une augmentation des études référés à diverses localités, parmi lesquelles des villages du centre et du sud-ouest de la province de Buenos Aires, d'importantes villes portuaires du littoral comme Rosario, des capitaux provinciaux de l'intérieur, entre eux Tucumán et Córdoba, et des populations des territoires nationaux comme La Pampa. Pourtant, et même en reconnaissant que les chercheurs se sont efforcés à identifier des ressemblances et des particularités existantes entre leurs objets d'étude et les processus référés aux espaces différentes, il manque encore réaliser des indaguassions sur plusieurs milieux locaux et régionaux, des études comparatifs, des révisions de périodisations traditionnelles et des synthèses de caractère général.